



Réseau Ouest et Centre Africain de Recherche en Education
Coordination Nationale Côte-d'Ivoire

**Etude sur la contribution de l'éducation non formelle à la prévention
du VIH/SIDA : Etude de cas et inventaire des ONG**

Tata SANGARE

Résumé

La pandémie du SIDA continue de faire des ravages aussi bien au niveau des individus, que des communautés et des nations. En l'absence de traitement, la prévention ou plus exactement l'éducation préventive reste le seul moyen de lutte efficace contre la propagation de l'infection. Il est aujourd'hui établi que les personnes les plus vulnérables et les plus à risque sont en dehors de l'école d'où la nécessité d'atteindre ces groupes cibles par des moyens non formels. Cette étude commanditée par le ROCARE Mali, se propose d'explorer au niveau de l'éducation non formelle, les interventions en matière de prévention de l'infection à VIH/SIDA.

Le but principal de ce projet est de faire un inventaire des pratiques innovantes et pertinentes en matière de prévention du VIH/SIDA dans le secteur de l'éducation non formelle et de réaliser une étude de cas d'une activité innovatrice dans le domaine.

La méthodologie utilisée a consisté tout d'abord à identifier et à localiser les organisations travaillant dans l'Education Non Formelle et la prévention du VIH/SIDA. Ensuite, des visites de terrain et des entretiens ont été réalisés avec les responsables des différentes structures identifiées.

La structure ayant fait l'objet de l'étude de cas est l'Association des Femmes Educatrices du Mali (AFEM) dont l'objectif est de contribuer à la réduction de la prévalence des IST/VIH/SIDA chez les migrantes encadrées par l'AFEM durant la campagne d'alphabétisation prévue pour 2005-2006. L'association cible les filles migrantes et les femmes analphabètes du milieu rural. Elle a ouvert des centres d'alphabétisation avec 300 filles qui apprendront à lire, écrire et compter mais aussi à recevoir des informations sur la santé sexuelle et reproductive, dont les MST/VIH/SIDA.

Table de matières

Acronymes et abréviations	4
1. Introduction	5
2. Présentation de l'ONG	7
Bibliographie	10
Annexe 1 : Recensement et identification des ONG	11
Annexe 2. Liste des personnes contactées	16

Acronymes et abréviations

ACODEP	Appui aux Collectivités Décentralisées pour un Développement Participatif
AFEM	Association des Femmes Educatrices du Mali
CAD-DE	Cellule d'Appui à la Décentralisation et à la Déconcentration de l'Education
CAF	Centre d'Alphabétisation Féminin
CAFE	Centre d'Apprentissage Féminin
CAP	Centre d'Animation Pédagogique
CCA ONG	Conseil de Concertation et d'Appui aux ONG
CED	Centre d'Education pour le Développement
CNR-ENF	Centre National des Ressources de l'Education Non Formelle
COPJT	Coordination des Organisations pour la Promotion des Jeunes
CPS	Cellule de Planification et de Statistique
DNEB	Direction Nationale de l'Education de Base
FEP	Fonds d'Expertise Participatif
GP-SP	Groupe Pivot Santé et Population
MAP	Multi-sectorial AIDS Programme
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PNLS	Programme National de Lutte contre le SIDA
PRODEC	Programme Décennal de l'Education
RIOEV	Réseau des Intervenants auprès des Orphelins et autres enfants vulnérables
ROCARE	Réseau Ouest et Centre Africain de Recherche en Education
SIDA	Syndrome de l'Immuno Déficience Acquis
VIH	Virus de l'Immuno Déficience Humain

1. Introduction

1.1 Contexte général de l'éducation formelle et non formelle au Mali

Au lendemain de son indépendance en 1960, l'état des lieux faisait ressortir des préoccupations parmi lesquelles le faible niveau du système éducatif qui se caractérisait par :

- un faible taux de scolarisation global au niveau du premier cycle de l'enseignement fondamental est de 74% (accentué surtout en milieu rural) dont 85% pour les garçons et 63,4% pour les filles (CPS). Au niveau du second cycle de l'enseignement fondamental, le taux global est de 38% dont 47,7% pour les garçons et 28,5% pour les filles (CPS)
- un taux élevé de déperdition scolaire
- l'insuffisance de personnel enseignant
- la faiblesse des capacités d'accueil des infrastructures scolaires
- l'inadéquation entre les programmes de formation et les réalités socio-économiques.

Pour faire face à ces problèmes, les gouvernements successifs ont mis en œuvre plusieurs programmes qui n'ont pourtant pas résolu ces problèmes car :

- Le système formel, avec des programmes d'enseignement non adaptés aux exigences du développement, continuait d'enregistrer trop de déperdition
- Le non formel quant à lui, enregistrait un nombre de plus en plus croissant de déscolarisés précoces et d'enfants non scolarisés dans les centres d'alphabétisation destinés aux adultes, perturbant ainsi le fonctionnement normal de ces centres. En 2004, on dénombrait au total 4 641 centres d'Alphabétisation et 706 Centres d'Education pour le Développement sur l'ensemble du territoire national. Les centres d'Alphabétisation comptaient 88 628 auditeurs dont 44% de femmes, les CED comptaient 17 318 apprenants dont 47% de filles.

C'est dans ce contexte que le PRODEC (Programme Décennal de Développement de l'Education) verra le jour en 2000. L'Education Nationale est considéré comme étant une refondation du système scolaire au Mali.

Rappelons ici que la loi d'orientation Article 29 indique les ordres d'enseignement au Mali à savoir :

- l'éducation préscolaire,
- l'enseignement fondamental,
- l'enseignement secondaire,
- l'enseignement supérieur,

L'Article 39 : indique les types d'enseignement au Mali à savoir :

- l'éducation non formelle,
- l'éducation spéciale,
- l'enseignement normal,
- la formation technique et professionnelle.

Au niveau de l'éducation formelle le Mali a connu une décennie de perturbation au niveau de tous les ordres d'enseignement mais surtout au niveau de l'enseignement secondaire. Cela est à l'image de beaucoup de pays africains. Depuis bientôt un an cette situation

commence à changer. Les mouvements de perturbation avec casse des liens de l'état et des citoyens se font rares. Quelques foyers de troubles persistent surtout au niveau de certaines facultés de l'Université de Bamako.

Quand à l'ENF, il y a certes des avancées considérables en matière de développement de ce sous-secteur, mais il existe des contraintes relatives à l'accès, à la qualité à la gestion et au financement.

1.2 Justification du choix de l'ONG

Nous avons retenu l'Association des Femmes Educatrices du Mali (AFEM). Ce choix est basé sur les éléments ci-après :

- L'AFEM existe depuis près de 15 ans et ses activités ont considérablement évolué (certaines ONG meurent peu de temps après leur naissance).
- L'ONG dispose d'un plan stratégique, chose que beaucoup d'autres ONG n'ont pas et pourtant certaines de ces ONG existent depuis plus de dix ans
- L'AFEM dispose d'un manuel de procédures administratives et financières, un outil de travail absolument nécessaire à la bonne gestion au sein de tout organisme
- Au niveau de ses objectifs, l'AFEM travaille pour la pérennisation des activités qu'elle mène et l'autonomisation des cibles
- Des unités de soins et d'écoutes en matière d'IST/VIH/SIDA dans cinq centres de santé de référence du District de Bamako à l'intention des filles migrantes
- La création des centres de Fougani et Nankola. En effet, l'AFEM a construit un centre d'alphabétisation à Fougani en 1995, un village situé à 85 Kilomètres de Bamako, par l'intermédiaire d'une de ses anciennes auditrices des centres AFEM de Bamako. Les habitants du village, à l'ouverture du centre, ont demandé que le centre devienne une classe pour les enfants en âge scolaire ; ainsi 101 enfants dont 74 filles furent recrutés ; le même local fut alors utilisé pour l'éducation formelle et l'éducation non formelle selon un emploi de temps qui a fait l'objet d'un consensus. L'AFEM a ouvert le centre de Nankola, dans la région de Sikasso de la même manière, sur la demande d'une ancienne auditrice d'un centre AFEM de Bamako.

1.3 Objectifs de l'étude de cas

L'étude de cas approfondie vise à :

- examiner de près les objectifs visés par l'ONG retenue
- déterminer s'il existe parmi les activités menées par l'ONG, une activité novatrice en matière de prévention du VIH/SIDA
- étudier de manière approfondie le ou les problèmes spécifiques que l'ONG cherche à résoudre à travers cette innovation
- déterminer si l'ONG vise une pérennisation de l'activité menée
- étudier l'impact des activités menées sur les cibles

2. Présentation de l'ONG : L'Association des Femmes Educatrices du Mali (AFEM)

2.1 Historique

L'Association des Femmes Educatrices du Mali (AFEM) a été créée le 31 mai 1991 et bénéficie de statut d'ONG depuis 1993. Elle a connu des débuts difficiles mais survivra grâce à la ténacité et au courage de sa promotrice Madame TOURE Djénéba CAMARA et de ses compagnes. L'Association a vite ciblé les filles migrantes et les femmes analphabètes du milieu rural. Elle a ouvert des centres d'alphabétisation avec 300 filles qui apprendront à lire, écrire et compter mais aussi à recevoir des informations sur la santé sexuelle et reproductive, dont les MST/VIH/SIDA.

Pendant deux ans environ, l'association, avec des financements ponctuels va pouvoir alphabétiser plus de 600 filles migrantes dans le District de Bamako. Avec les années d'expériences acquises dans le cadre de l'alphabétisation et la formation des filles et des femmes des quartiers périurbains, l'AFEM va réaliser des infrastructures scolaires afin de contribuer à relever le taux de scolarisation des filles dans différentes localités. Elle a un siège depuis 1999 grâce à l'appui de partenaires hollandais.

2.2 Présentation des activités et des cibles bénéficiaires

L'AFEM mène des activités :

- d'Information, d'Education et Communication (IEC)
- d'alphabétisation et de post alphabétisation
- de formation
- de suivi évaluation
- de recherche action
- de plaidoyer
- de montage de projets
- d'élaboration des outils de suivi et évaluation des programmes d'alphabétisation

Les thèmes traités comprennent la santé (santé sexuelle, reproductive et prévention de IST/VIH/SIDA), l'élevage, l'agriculture, le crédit épargne, les activités génératrices de revenus, le droit et le devoir du citoyen, l'environnement, la décentralisation, le droit de la femme, les mutilations génitales féminines, le genre et le développement.

L'AFEM dispose d'une équipe de formateurs (hommes et femmes) pour les domaines ci-dessus cités.

Les cibles bénéficiaires des activités de l'AFEM sont :

- filles migrantes
- filles et femmes des zones périurbaines
- filles et femmes des zones rurales
- responsables des organisations non gouvernementales
- coordonnateurs, superviseurs, chargés de programmes, animateurs et auditeurs
- agents de terrain travaillant dans les structures de l'Etat
- agents socio sanitaires de développement rural
- associations et regroupements des femmes et de jeunes
- jeunes diplômés désirant avoir une expérience professionnelle

2.3 Présentation de l'activité innovatrice

L'activité innovatrice qui a retenu notre attention est la formation de filles migrantes afin de les armer pour la lutte contre le VIH/SIDA et faire d'elles de véritables relais dans leurs villages d'origine. L'AFEM travaille à cela depuis un certain temps et de nos jours elle a soumis un grand projet aux bailleurs dans ce sens. Elle attend le financement.

L'origine de cette activité relève des constats faits par l'AFEM après une enquête ISBS (Etude de séroprévalence VIH couplé aux comportements) effectuée en 2001 à Bamako et dans d'autres régions du Mali, a relevé un taux de prévalence de 4,4 % pour les IST et 1,7% pour le VIH chez les filles migrantes. L'AFEM a également tenu compte de la précocité des rapports sexuels chez les filles migrantes (15 ans pour le premier rapport sexuel (enquête COPJT de 2003). Elle a aussi tenu compte de l'insuffisance d'information des filles migrantes en matière de protection, (70% ignorent l'utilisation des préservatifs). Ces filles se déplacent d'un quartier à l'autre dans le District de Bamako (une grande mobilité), et constituent un groupe vulnérable qu'il faut protéger contre la pandémie du SIDA.

Environ, 50% de ces filles retournent au moins une fois par an dans leurs villages et deviennent de ce fait des groupes passerelles potentiels pour la programmation des IST/VIH/SIDA vers les zones rurales.

Objectif général de l'activité

Contribuer à la réduction de la prévalence des IST/VIH/SIDA chez les migrantes encadrées par l'AFEM durant la campagne d'alphabétisation prévue pour 2005-2006.

Objectifs spécifiques :

- Amener 10% des filles encadrées à procéder à leur test sérologique au cours de la campagne
- Constituer trois réseaux de vingt filles relais à Bamako, Ségou et Sikasso pour la lutte contre les IST/VIH/SIDA à l'intention de leurs pairs.

Au cours de nos entretiens avec les responsables de l'AFEM, nous avons constaté clairement que ces responsables placent un grand espoir dans cette activité novatrice et nourrissent de grandes ambitions quand à ses résultats escomptés.

Difficultés de réalisation de l'activité

Malgré l'espoir que suscite la mise en application de cette activité, les responsables de l'AFEM sont conscients des difficultés que l'organisme pourrait affronter pour sa mise en application à savoir :

- l'annonce de la séropositivité est toujours une tâche difficile
- l'orientation des filles déclarées séropositives vers les centres spécialisés demandera un effort constant.
- la coopération de certains Grands Logeurs (ce sont les Chefs de famille qui hébergent plusieurs filles venant d'une même contrée pour ensuite les placer dans les familles comme aides familiales) dans le suivi et l'orientation des filles migrantes pourrait s'avérer laborieuse dans certains cas. Certains Grands Logeurs demandent une rémunération pour leur participation à l'activité et le projet ne dispose pas de fonds à cet effet.
- la grande mobilité des filles (allant d'un quartier à un autre) peut entraîner des abandons et demandera un suivi

- la réticence de certains employeurs à laisser leur aide familiale pour aller suivre les cours pourrait être un handicap difficile à surmonter

2.4 Perception des cibles

Nous avons eu l'opportunité de nous entretenir avec certaines bénéficiaires (filles migrantes) qui sont présentes en grand nombre dans le District de Bamako, après les récoltes en zone rurale. Plusieurs filles pensent que cette activité de lutte contre le VIH/SIDA et les infections sexuellement transmissibles sera une bonne chose pour elles mêmes et leurs proches au village. Elles comprennent que l'activité contribuera à améliorer de façon considérable l'état de santé des populations bénéficiaires. Un bon état de santé, disent-elles entraîne une amélioration de la production. Certaines filles comprennent que cette activité leur permettra d'éviter non seulement les maladies sexuellement transmissibles mais aussi les grossesses précoces et indésirables.

2.5 Leçons apprises

En terme de leçons apprises, nous dirons que cette activité que nous qualifions d'innovatrice est la suite logique de ce que l'AFEM fait depuis plusieurs années en direction des filles migrantes et des femmes. Elle est le fruit de la grande expérience acquise par cette ONG dans sa lutte contre les IST/VIH/SIDA.

Le Projet en question n'a pas encore démarré, mais selon les responsables de l'ONG le financement est acquis auprès du Fonds MAP (Projet Multisectoriel de la lutte contre le SIDA financé par la Banque Mondiale). Les résultats escomptés sont :

- 10% des filles encadrées connaissent leurs sérologies
- Les filles déclarées séropositives sont orientées vers les centres spécialisés
- Les grands logeurs s'impliquent dans le suivi et l'orientation des filles migrantes
- Des réseaux de relais sont opérationnels dans les zones concernées (Bamako, Ségou et Sikasso)
- Un grand nombre de jeunes ressortissants des villages d'origine des filles en réseaux perçoivent le SIDA comme une pandémie
- Les activités d'IEC sont renforcées pour un changement de comportement et la promotion des préservatifs

2.6 Perspectives

Cette activité de l'AFEM qui consiste à lutter contre la pandémie du VIH/SIDA à travers la formation et le réseautage des filles migrantes est répliquable dans d'autres régions du Mali. La réplique peut se faire avec les filles migrantes mais aussi avec d'autres cibles tels que les jeunes ruraux (garçons) qui viennent eux aussi travailler en ville, les syndicats des transporteurs routiers, les routiers et leurs apprentis.

Pour renforcer cette activité novatrice, en plus des centres d'écoute qu'elle a contribué à créer au niveau des centres de santé du District de Bamako, l'AFEM envisage d'ouvrir un centre d'écoute au niveau de son siège.

Bibliographie

AFEM (s.d.). *Manuel de Procédures Administratives et Financières*

AFEM (s.d.). *Profil de l'ONG/AFEM*

AFEM (s.d.) *Projet de lutte contre le VIH/SIDA.*

Ministère de l'Education Nationale Mali (1999). *Loi N°99-046 du 28 décembre 1999 portant Loi d'orientation sur l'Education.*

Ministère de l'Education Nationale Mali (2005). *Rapport Général du Séminaire National de Bilan Programmation sur l'Education Non Formelle, Bamako, 21-24 Mars 2005, Coordination Cellule Partenariale.*

Ministère de l'Education Nationale Mali (s.d.). *Curriculum révisé des CED.*

Politique Nationale de l'Education Non Formelle (draft), Ministère de l'Education Nationale

PRODEC (2002). *Les grandes orientations de la politique éducative.*

PRODEC (2002). *Guide pour l'implantation et la gestion d'un CED version.*

Annexe 1 : Recensement et identification des ONG

La loi N° 99-046 du 28 décembre 199 portant Loi d'Orientation sur l'Education au Mali, définit l'Education non formelle en ces termes : « c'est l'éducation qui se fait dans les centres d'alphabétisation des adultes, les centres d'apprentissages féminins et les centres d'éducation pour le développement ».

La première phase de l'étude sur la contribution de l'Education non formelle à la prévention du VIH/SIDA, est consacrée à l'inventaire des ONG et des pratiques. En procédant à cet inventaire, nous avons pris contact avec certaines structures pour identifier les intervenants. Il s'agit de :

1. Conseil de Concertation et d'Appui aux ONG (CCA ONG)
2. Centre National de l'Education
3. Centre National des Ressources de l'Education Non Formelle (CNR-ENF)
4. Groupe Pivot Santé et Population (GP-SP)
5. Fondation Karanta pour l'appui aux politiques de l'Education non formelle
6. Réseau des Intervenants auprès des Orphelins et autres enfants vulnérables (RIOEV)
7. Direction Nationale de l'Education de Base (DNEB)
8. Plan Mali

Après du Centre National des Ressources de l'Education Non Formelle (CNR-ENF), nous avons recensé plus d'une centaine de partenaires intervenant dans le sous secteur de l'éducation non formelle au Mali.

Le Réseau des Intervenants auprès des Orphelins et autres enfants vulnérables (RIOEV) compte à ce jour 41 structures membres du réseau. Ces membres sont des structures de la société civile, des institutions étatiques, municipales et des confessions religieuses. Ces structures se sont regroupées en vue de mener des actions concertées et coordonnées en matière d'interventions auprès des orphelins et autres enfants vulnérables dans le contexte du VIH/SIDA.

Pour éliminer les causes et les situations qui favorisent la propagation de la maladie du VIH/SIDA, les membres du RIOEV ont décidé de mettre leurs efforts en commun et de réitérer leur engagement pour éradiquer le VIH/SIDA. Le réseau intervient auprès des enfants infectés et affectés par le VIH/SIDA mais également auprès des enfants de la rue, des enfants en conflit avec la loi, des enfants handicapés mentaux et physiques, des enfants migrants, des enfants victimes d'abus sexuels, des aides familiales, des chauffeurs routiers et leurs apprentis, des travailleurs de sexe.

Le réseau a pour objectif global de diminuer les risques et souffrances associées au VIH/SIDA chez ces groupes cibles à travers le renforcement des capacités des communautés.

Le Conseil de Concertation et d'Appui aux ONG (CCA ONG)

Le CCA ONG regroupe plus d'une centaine d'ONG intervenant dans les domaines de l'alphabétisation, de l'éducation, de la formation, de la santé, de la promotion féminine et de l'environnement. Ces ONG ont pour objectifs le renforcement et ou le développement des capacités institutionnelles des communautés de base par la mise en place et la formation de leurs structures représentatives.

Le Groupe Pivot Santé et Population

Le GP SP compte à ce jour environ une quarantaine d'ONG intervenant dans le domaine de la santé de la reproduction et de la planification familiale.

Le Programme Décennal de l'Education (PRODEC) recommande dans ses axes stratégiques « *un village, une école et ou un CED* ». C'est dire que le PRODEC entend combler le déficit que constitue les 7 640 villages/fractions nomades et les 22 communes du Mali respectivement sans écoles, ni Centre d'Education pour le Développement. Le PRODEC dans son guide pour l'implantation et la gestion d'un CED, définit cette structure en ces termes « Le Centre d'Education pour le Développement est un cadre public d'éducation, de formation et d'appui pour l'auto promotion collective et individuelle, cadre auto géré par les collectivités. Propriété de la collectivité, le CED peut être implanté dans un village ou dans un quartier et doit refléter la réalité socio-économique et culturelle de par son mode de gestion et curriculum.

L'expérience de prise en charge des enfants hors école a démarré dans le cadre du Programme de coopération Mali-UNICEF 1993-1997 sous le label Projet YE-302-02 Education non formelle pour les enfants hors école et les femmes. Ainsi après une prospection en 1992, des ateliers ont été tenus en 1993 pour élaborer respectivement le programme d'Education Non Formelle (cycle de 3 ans) pour les enfants et pour les femmes, les manuels et les supports pour la première année pour les deux groupes cibles. Les manuels élaborés dans les langues nationales Bamanan, Soninké, Khasonké, Fulfulbé, Dogon, Songhoï et Tamashek sont pré testés la même année dans 23 centres pour enfants et 23 centres pour femmes dans les zones de Bafoulabé, Kayes, Ségou et Mopti.

De 1994 à nos jours, l'expérience a été conduite en partenariat principalement avec le Plan International de Parrainage, l'Appui aux Collectivités Décentralisées pour un Développement Participatif (ACODEP) et l'UTAH Alliance avec comme bilan ¹à la date de janvier 2 000 :

- ouverture et fonctionnement de 202 CED
- 202 comités de gestion des CED mis en place
- 6 907 inscrits et éduqués avec un taux de fréquentation de 62%,
- 413 apprenants engagés dans les pôles de formation professionnels et 574 autres en préparation

Les apprenants sont recrutés parmi les enfants âgés de 9 à 15 ans. La parité filles/garçons est de 15garçons, 15 filles. Les femmes sont formées dans les Centres d'Alphabétisation Fonctionnelle (CAF).

Les CED évoluent par cohorte dont la durée est de 6 ans. Il n'y a ni redoublement, ni renvoi. La durée de la formation dans les CED est de 6 mois à raison de 5 jours par semaine et 4 heures par jour.

L'examen des curricula révisés dans les CED montre que les disciplines enseignées comprennent la santé et l'hygiène en 3^{ème} année et en 4^{ème} année. En 4^{ème} année, la prévention et le traitement des maladies telles les dermatoses, la bilharziose urinaire, les MST/SIDA sont enseignés. Ceci nous permet de dire que l'Education Non Formelle contribue à la prévention du VIH/SIDA au niveau des CED.

De nos discussions avec le Chef de Division de l'Alphabétisation à la Direction Nationale de l'Education de Base, il est ressorti qu'il existe de nos jours 981 CED y compris ceux ouverts par Plan Mali.

De 2002 à 2004, il y avait selon cette source 706 CED. En 2005, 275 CED ont été ouverts.

¹ PRODEC : Guide pour l'implantation et la gestion d'un CED, page 8, version 2002

Le document de politique nationale de l'éducation non formelle de juillet 2005, dans sa section de clarification des concepts donne les définitions ci après :

- Centre d'Alphabétisation Féminin (CAF) : « le CAF est un centre d'éducation non formelle d'intérêt public appartenant aux communautés et permettant l'apprentissage de la lecture/écriture/calcul par les jeunes et les adultes pour développer des compétences de vie dans divers domaines ».
- Centre d'Apprentissage Féminin (CAFE) : « Centre de formation et d'Apprentissage de métiers à l'intention des jeunes filles et jeunes femmes non scolarisées ou déscolarisées précoces et les sortantes des centres d'Alphabétisations fonctionnelles ».

Le document de Politique Nationale de l'Education Non Formelle de juillet 2005 indique qu'en 2004, on dénombrait au total 4 641 centres d'Alphabétisation (CAF) et 706 Centres d'Education pour le Développement sur l'ensemble du territoire national. Les CAF ont accueilli 88 526 auditeurs dont 44% de femmes et les CED 17 318 auditeurs dont 47% de filles.

De 2002 à 2004, 2 861 finalistes des CED ont reçu une formation pré professionnelle et 571 d'entre eux ont été équipés avec l'appui des partenaires pour leur insertion socio professionnelle.

Le public cible de plus en plus diversifié couvre en milieu rural les producteurs ruraux (hommes, femmes), les organisations locales d'encadrement, les équipes techniques villageoises, les artisans et prestataires ruraux, les associations féminines, les jeunes déscolarisés précoces ou non encadrés. En milieu urbain et péri urbain, les groupes cibles sont : les femmes adultes, les jeunes en situation difficiles, les apprentis et patrons artisans, les associations, les jeunes hors écoles.

Quand aux méthodes et contenus des programmes, l'alphabétisation initiale se fait à travers trois types de sessions :

- la session extensive : elle consiste en des cours d'alphabétisation pendant six mois avec 20 jours de cours par mois et 2 heures par jour, soit 240 heures ;
- la session semi intensive de 60 jours de cours avec 4 heures par jour, soit 240 heures ;
- la session intensive de 45 jours de cours avec 6 heures par jour, soit 270 heures.

Les compétences de vie courantes sont intégrées progressivement dans les programmes d'alphabétisation et le curriculum des CED.

La formation qualifiante est en train de se développer dans ses approches, méthodes et contenus à travers la formation duale, la formation par pool. La formation de type dual est un système de formation dont le principe consiste à compléter les connaissances pratiques de l'apprenti acquises dans un atelier, avec des connaissances plus approfondies et plus théoriques, apprises dans un centre de formation professionnel. La formation par pool consiste à regrouper les apprenants en un lieu pour recevoir la formation dans une filière donnée.

Cette formation qualifiante est en rapport avec les compétences techniques et technologiques liées à différents corps de métiers comme la menuiserie bois ou métallique, la coordonnerie, la mécanique auto, la coupe et couture, la maçonnerie, la forge, les techniques et technologies liées à la production agricole et animale, la transformation des produits agro alimentaire, etc.

Les intervenants, nous l'avons déjà dit, sont en majorité constitués d'ONG, d'Associations nationales et des missions religieuses. A celles-ci s'ajoutent les opérations, offices, projets de développement, suivis des ONG internationales et des corporations socio professionnelles, et enfin les services techniques de l'Etat.

- Le système de suivi évaluation de l'Education Non Formelle au Mali est structuré comme suit :
- le suivi au niveau local (de proximité) des Centres d'Alphabétisation Fonctionnelle (CAF) , des Centres d'Education pour le Développement (CED), Des Centres d'Apprentissage Féminin (CAFE) est assuré par le comité de gestion, les centres d'Animation Pédagogique (CAP) ou ex inspections de l'Enseignement Fondamental et les opérateurs ;
- le suivi régional des Centres d'Alphabétisation Fonctionnelle (CAF), des Centres d'Education pour le Développement (CED), Des Centres d'Apprentissage Féminin (CAFE) est assuré par les Académies d'Enseignement ;
- la supervision est assurée par la Direction Nationale de l'Education de Base (DNEB) avec le Centre National des Ressources de l'Education Non Formelle (CNR-ENF), la Cellule de Planification et de Statistique (CPS) et la Cellule d'Appui à la Décentralisation et à la Déconcentration de l'Education (CAD DE).
- l'évaluation des acquisitions est assurée par les CAP en collaboration avec les opérateurs ;
- l'évaluation des programmes est assurée par les Académies d'Enseignement en collaboration avec les intervenants et les collectivités.

Sélection des ONG à interviewer

En procédant à cette sélection, nous avons tenu compte de certains facteurs à savoir :

- la présence du siège de l'Association de l'ONG, ou d'un Bureau à Bamako en vue de faciliter les interviews compte tenu du temps dont nous disposons pour faire ce travail.
- Le public visé (enfants en situation difficile, les aides familiales, les chauffeurs routiers et leurs apprentis, les travailleurs de sexe, les femmes adultes) par les intervenants.

Nous avons ainsi interviewé des personnes ressources au niveau d'une vingtaine d'Associations et ONG à Bamako, mais opérant également dans les régions du Mali. De ces entretiens nous avons fait les constats suivants :

Ces organisations pour la plupart ont démarré leurs activités avec le statut d'Association et sont aujourd'hui des ONG car elles ont signé un accord cadre avec le Gouvernement.

Certaines ONG existent depuis près de 15 ans. C'est le cas de l'Association des Femmes Educatrices du Mali (AFEM), APAF Muso Danbé et de AFESIM SWAA Mali pour ne citer que celles-ci.

Les objectifs sont déterminés et sont formalisés par écrit :

- Le nombre de personnes touchées par certaines ONG peut atteindre 2 à 10 000 personnes en moyenne par an.
- Les activités sont réalisées aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.
- Le nombre de partenaires techniques nationaux ou locaux participant au programme varie d'une ONG à une autre allant de deux (2) à six (6) et qui sont entre autre le

Centre National des Ressources de l'Education Non formelle, la Promotion Féminine, Le Ministère de la Santé (ex PNLIS et les centres de santé), la Brigade des mœurs, la Direction Nationale de l'Education de Base, le Centre National de l'Education, le Ministère du Développement Social, de la Solidarité et des Personnes Agées, le Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Décentralisées) .

- Le nombre de partenaires techniques internationaux varie de 2 à quatre tels que l'UNICEF, l'UNESCO, l'UNFPA, le Plan Mali, la GTZ, les Pays Bas, l'USAID, World Vision, World Education, Aide à l'Enfance Canada, Solidarité Canada Sahel, Fonds d'Expertise Participative (FEP), International Service.
- Ces Associations disposent d'indicateurs et leurs résultats sont mesurés à travers des évaluations annuelles. Il n'apparaît pas clairement que toutes les organisations interviewées aient un objectif spécifique d'autonomisation.
- Toutes ces Associations et ONG interviewées pour la plupart disposent de supports didactiques (dépliants, affiches, boîtes à image, cassettes audio visuelles). Cependant très peu possèdent des supports électroniques (CD Rom).
- L'AFEM dispose d'un plan stratégique

Pratiques en matière de prévention de l'infection à VIH

Toutes les Associations et ONG intervenant mènent des activités de prévention dans le cadre de la lutte contre les IST/VIH/SIDA. Les techniques utilisées se font à travers :

- l'Information, l'Education et la Communication (IEC) avec démonstration du port de condom et distribution d'un échantillon,
- les causeries suivies de débats
- les projections de films suivies de débats
- les références vers les structures de santé pour la prise en charge des IST et du VIH.

Dans le cas spécifique de l'AFEM, les modules de formation en alphabétisation prennent en compte la prévention de l'infection aux IST/VIH/SIDA. Les apprenants au cours de la formation apprennent en même temps l'alphabet et reçoivent des informations sur le VIH/SIDA.

Annexe 2. Liste des personnes contactées

ONG	Nom	Fonctionne
A DOKE	Fanta Mady Keita	Président
AFEM	Mme Touré Djénéba Camara	Directrice Générale
	Mme Diallo Adama Diakité	Coordinatrice du Programme
AFESIM SWAA Mali	Dr Sangaré Oumou Fofana	Présidente
APAF Muso Danbé	Mme Dembélé Jacqueline Goïta	Directrice Exécutive
CARITAS	Emmanuel Traoré	
CCA ONG	Aliou A. Maïga,	Responsable Service Information/Communication
CNE	Allaye Gana,	Secrétaire Général
CNR-ENF	Diassé Konaré Soumana Kané Sékou Bouaré Coulibaly Sira Tamboura Sambala Sissoko	Directeur Adjoint Chef de Cellule Chef de Cellule Partenariat Formatrice Rénéotypiste
Danaya So	Djélika Diallo,	Coordinatrice
DNEB	Mountaga Diarra Mamadou Keita	Chef de Division Alphabétisation Chef de Division CED
Fondation Karanta	Moussa Diaby	Administrateur Délégué
GP SP	Souleymane Dolo	Directeur Exécutif
LAKANA SO	Mahamadou Diakité	coordinateur
Plan Mali	Mme Tounkara Djélika Togola	Conseillère à l'Education
RIOEV	Alhousseyni Morba	Chargé de Programme Groupe EUREKA
SOUTOURA	Fadiala Sidibé,	Coordinateur